

Études & Résultats

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES



NOVEMBRE
2015
NUMÉRO
0942

4,2 millions de prestations d'aide sociale attribuées par les départements en 2014

Fin 2014, les départements ont attribué 4,2 millions de prestations au titre de l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance ou à l'insertion.

En un an, ce nombre a augmenté de 3 %, en raison notamment de la hausse de 4 % des effectifs des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) socle et du nombre d'aides aux personnes handicapées (+5 % en 2014).

Le nombre d'aides aux personnes âgées progresse de 1 % en 2014, une croissance plus faible que celle observée entre 2009 et 2013.

On dénombre 2 millions de prestations d'aide sociale attribuées au titre de l'insertion couvrant essentiellement le versement du RSA socle.

Le nombre des prestations destinées aux personnes âgées s'élève à 1,4 million. L'allocation personnalisée d'autonomie en comprend 1,25 million, dont 738 000 pour les personnes résidant à leur domicile. Les personnes handicapées perçoivent, elles, 484 000 prestations, dont plus de la moitié sont affectées à la prestation de compensation du handicap.

Enfin, 323 600 mesures d'aide sociale à l'enfance (ASE) concernent les moins de 21 ans. En 2014, les enfants accueillis au titre de l'ASE sont aussi nombreux que ceux suivis dans le cadre d'actions éducatives à domicile ou en milieu ouvert.

Françoise Borderies, Françoise Trespeux et Élise Amar (DREES)

L'aide sociale, qui relève quasi exclusivement de la compétence des conseils départementaux depuis les lois de décentralisation de 1982-1983, comprend des prestations et des services destinés aux personnes qui ne peuvent faire face à des besoins en raison de la vieillesse, du handicap ou de difficultés sociales. Elle s'exerce dans quatre domaines principaux : l'aide aux personnes âgées, l'aide aux personnes handicapées, l'aide sociale à l'enfance et l'insertion avec, notamment, le versement du revenu de solidarité active (RSA) socle (encadrés 1 et 2).

Les présents résultats de l'enquête annuelle de la DREES, menée auprès de l'ensemble des conseils départementaux sur les bénéficiaires¹ de l'aide sociale départementale, sont provisoires² et donnent la situation au 31 décembre 2014. Ils couvrent la France métropolitaine et, pour la première fois, les départements d'outre-mer³ (DOM), sauf celui de Mayotte. Des données complémentaires sur les allocataires⁴ du RSA et sur les contrats d'insertion sont fournies, d'une part, par la Caisse nationale des allocations familiales et la Mutualité sociale agricole, d'autre part, par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques. Le nombre total des prestations d'aide sociale s'élève ainsi à 4,2 millions en France métropolitaine et dans les DOM (tableau 1).

...

1. L'enquête comptabilise des mesures d'aide et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs aides. Par abus de langage, on utilisera le terme de personnes bénéficiaires dans la suite de l'étude, car le cumul éventuel des aides ne peut être distingué.
2. Les résultats définitifs de l'enquête seront publiés ultérieurement dans un document de travail de la DREES (Série Statistiques).
3. Ce terme renvoie aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution.
4. Seuls les allocataires sont dénombrés ici, à l'exclusion des personnes couvertes au titre d'ayants droit.

Près de la moitié des prestations sont consacrées à l'insertion

Le nombre des prestations, en progression régulière, augmente encore de 3 % en un an, en raison de la hausse des aides sociales à l'insertion (+5 % en un an, soit 89 000 prestations) et de celles aux personnes handicapées (+5%, soit 24 000 prestations). La légère augmentation de la part des aides à l'insertion combinée à la diminution de celle des aides consacrées aux personnes âgées ne modifient pas substantiellement la répartition des aides sociales départementales, qui reste proche de celle des années précédentes. Ainsi, 47 % des mesures d'aide concernent les allocataires du RSA socle et les contrats d'insertion, 33 % les personnes âgées, 12 % les personnes handicapées et 8 % les bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance.

Fin 2014, près de 2 millions de prestations ont été attribuées au titre du RSA socle et des contrats d'insertion. Les allocataires du RSA socle sont toujours plus nombreux : +4 % en un an et +38 % depuis 2010. À l'inverse, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité d'outre-mer (RSO) poursuit sa baisse (-6% en un an).

758 000 concernent l'aide à domicile des personnes âgées...

Fin 2014, l'ensemble des aides départementales en faveur des personnes âgées est semblable à celui des années précédentes. L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) représente les neuf dixièmes des aides sociales en faveur des personnes âgées. Les 10 % d'aides restantes sont consacrées à l'hébergement en établissement, à l'accueil chez des particuliers ou aux aides ménagères (graphique 1).

En 2014, 758 000 prestations à domicile ont été allouées aux personnes âgées. Deux dispositifs, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et l'aide ménagère, leur permettent de rester chez elles, même lorsqu'elles ne peuvent accomplir seules certains actes de la vie quotidienne. L'aide sociale participe ainsi à la prise en charge financière d'une tierce personne qui intervient auprès de la personne âgée pour l'aider dans les actes de la vie quotidienne. Elle permet aussi de prendre en charge une partie des frais relatifs à l'acquisition d'aides techniques, à l'aménagement du logement, au trans-

port, à l'accueil de jour ou à l'hébergement temporaire en établissement.

Un plan d'aide établi par une équipe médico-sociale définit préalablement les besoins des 738 000 bénéficiaires de l'APA à domicile. Cette allocation sert presque intégralement à financer le recours à un aidant professionnel. Ces aides peuvent être assurées par un service prestataire ou par un service mandataire qui prend en charge les formalités administratives liées à l'embauche, tout en permettant au bénéficiaire de recruter lui-même un salarié. La personne âgée peut également recruter et employer directement un salarié qui intervient à son domicile. Parmi les bénéficiaires de l'APA à domicile, 59 % sont modérément dépendants et classés en groupe iso-ressources (GIR) 4 selon la grille AGGIR (encadré 1). Ils sont 22 % à être évalués en GIR 3 et 17 % en GIR 2. Les plus dépendants, évalués en GIR 1, représentent 2 % des bénéficiaires.

Enfin, l'aide ménagère accordée par la commission d'aide sociale départementale est en constante diminution depuis vingt-cinq ans, et plus particulièrement depuis la création de l'APA en 2002.

ENCADRÉ 1

L'aide sociale aux personnes âgées et aux personnes handicapées

L'aide sociale en faveur des personnes âgées ou handicapées prend en charge une partie des frais liés à une aide à domicile ou à un accueil en établissement médico-social ou sanitaire (soins de longue durée) ou encore chez des particuliers. Les départements gèrent plusieurs types de prestations : l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) destinée aux personnes âgées, l'aide sociale à l'hébergement (ASH) dans le cadre d'un accueil en établissement, l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), la prestation de compensation du handicap (PCH) et l'aide ménagère départementale. Avec l'aide ménagère, les départements participent à la prise en charge financière de services en nature proposés pour les tâches quotidiennes d'entretien, les soins d'hygiène, les courses, le portage de repas, les démarches simples et courantes que la personne ne peut accomplir elle-même à son domicile.

Certaines de ces prestations sont soumises à des conditions de ressources fixées par décret. C'est le cas des aides ménagères ou des aides à l'hébergement chez des particuliers, dans un établissement lorsqu'il s'agit de personnes âgées de plus de 65 ans (ou de plus de 60 ans si elles sont reconnues inaptes au travail) ou dans un établissement pour personnes handicapées. C'est également le cas de l'ACTP qui, jusqu'en 2006, était accordée aux personnes handicapées de plus de 16 ans dont la situation nécessitait l'aide effective d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence ou aux personnes contraintes à des frais supplémentaires liés à leur handicap dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle.

L'attribution de l'APA, créée par la loi du 20 juillet 2001 et modifiée par la loi du 31 mars 2003, n'est pas soumise à condition de ressources. En revanche, ces dernières sont prises en compte pour déterminer le mon-

tant de l'APA délivré par le département. Cette prestation est attribuée sous condition de résidence (stable et régulière), d'âge (60 ans ou plus) et de perte d'autonomie évaluée à partir de la grille nationale AGGIR (autonomie gérontologique groupe iso-ressources) qui classe les personnes âgées en six niveaux de perte d'autonomie : du GIR 1 pour les plus dépendants au GIR 6 pour celles n'ayant pas perdu leur autonomie pour les actes essentiels de la vie quotidienne. Dans cette étude, les bénéficiaires en GIR 5 et 6 (qui peuvent recevoir l'APA dans le cadre de l'action sociale dite « extralégale » du département) ne sont pas comptabilisés, car leur nombre est inférieur à 0,2 % de l'ensemble.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées instaure notamment de nouveaux droits à la compensation des conséquences du handicap et crée à partir de 2006 la PCH. Désormais, toute personne handicapée peut accéder, quels que soient ses revenus, à une prise en charge de l'ensemble des surcoûts liés au handicap dans la vie quotidienne. La PCH peut être affectée à des charges liées à un besoin d'aides humaines ou techniques, à l'aménagement du logement ou du véhicule de la personne handicapée et à d'éventuels surcoûts de transport. Le demandeur devient « bénéficiaire » dès lors que ses droits sont ouverts par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) et notifiés par le conseil départemental. À 60 ans, la personne handicapée peut continuer de bénéficier d'une PCH attribuée antérieurement ou opter pour l'APA. Les personnes déjà titulaires de l'ACTP peuvent en conserver le bénéfice à chaque demande de renouvellement ou choisir la PCH. L'ACTP et la PCH ne peuvent se cumuler et lorsque le demandeur a opté pour la PCH, ce choix est définitif.

... et 633 000 l'accueil en établissement ou chez des particuliers

Les personnes âgées, lorsqu'elles ne peuvent rester à leur domicile, ont la possibilité de recourir à l'aide sociale départementale

pour être accueillies chez des particuliers (placement familial) ou dans un établissement public ou privé du secteur médico-social ou sanitaire ; 633 000 prestations leur ont été versées à ce titre. Cette aide permet d'acquitter, avec l'APA, une partie

du tarif dépendance de l'établissement ou, plus globalement, tout ou partie des frais de séjour grâce à l'aide sociale à l'hébergement (ASH). Plus de 511 000 personnes âgées vivant en établissement perçoivent l'APA, soit 41 % de l'ensemble des allo-

TABLEAU 1

Les prestations d'aide sociale départementale

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	Évolution (en %)	
						2010-2014	2013-2014
Aide aux personnes âgées	1 321 870	1 346 720	1 365 720	1 383 910	1 390 860	5	1
Aides à domicile des personnes âgées	736 490	746 350	752 600	758 600	758 250	3	0
Aides ménagères	23 810	22 140	21 890	20 820	20 090	-16	-4
Allocation personnalisée d'autonomie (APA) (1)	712 680	724 220	730 710	737 780	738 160	4	0
Aides à l'accueil des personnes âgées	585 380	600 360	613 120	625 320	632 610	8	1
Aide sociale à l'hébergement (ASH)	119 790	119 910	118 320	119 410	119 130	-1	0
Accueil chez des particuliers	2 660	2 250	2 220	2 250	2 150	-19	-4
APA	462 920	478 210	492 580	503 660	511 330	10	2
Total APA	1 175 600	1 202 420	1 223 290	1 241 430	1 249 490	6	1
Aide aux personnes handicapées	386 900	420 080	440 870	460 540	484 440	25	5
Aides à domicile des personnes handicapées	248 990	278 060	294 430	312 260	332 790	34	7
Aides ménagères et auxiliaires de vie	20 300	21 770	21 100	20 870	21 480	6	3
Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) (2)	74 350	71 370	66 370	62 370	58 870	-21	-6
Prestation de compensation du handicap (PCH) (2)	154 340	184 920	206 960	229 020	252 440	64	10
Aides à l'accueil des personnes handicapées	137 910	142 010	146 440	148 280	151 650	10	2
ASH	99 560	104 540	108 970	111 540	114 970	15	3
Accueil chez des particuliers	5 630	5 620	5 680	5 880	6 130	9	4
Accueil de jour	16 250	16 890	17 340	17 590	17 610	8	0
ACTP (2)	16 470	14 960	14 440	13 270	12 940	-21	-2
Total ACTP	90 820	86 330	80 810	75 640	71 810	-21	-5
Total PCH	154 340	184 920	206 960	229 020	252 440	64	10
Aide sociale à l'enfance (ASE)	300 730	307 340	314 160	318 990	323 560	8	1
Enfants accueillis à l'ASE	151 550	154 060	156 140	159 590	161 860	7	1
Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance	133 500	136 740	139 530	143 070	145 660	9	2
Placements directs par un juge	18 050	17 330	16 610	16 530	16 200	-10	-2
Actions éducatives	149 180	153 280	158 020	159 400	161 700	8	1
Actions éducatives à domicile (AED)	45 960	46 690	49 320	50 460	50 630	10	0
Actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	103 220	106 580	108 700	108 950	111 070	8	2
Aide sociale au titre de l'insertion	1 590 060	1 674 590	1 761 670	1 899 410	1 988 660	25	5
Revenu minimum d'insertion (RMI) (3)	140 200	-	-	-	-	-	-
Revenu de solidarité active (RSA) socle (3)	1 373 750	1 589 320	1 684 640	1 812 360	1 893 450	38	4
Contrat d'insertion (4)	63 010	73 160	65 830	76 630	85 360	35	11
Revenu de solidarité outre-mer (RSO)	13 100	12 120	11 200	10 430	9 840	-25	-6
Total des prestations d'aide sociale départementale	3 599 550	3 748 720	3 882 420	4 062 860	4 187 510	16	3
dont : total aide sociale aux personnes âgées, handicapées et à l'enfance	2 009 500	2 074 130	2 120 740	2 163 450	2 198 860	9	2

(1) Personnes payées au titre du mois de décembre.

(2) Bénéficiaires = personnes ayant des droits ouverts à cette prestation, au 31 décembre.

(3) Le RSA socle remplace le RMI et l'allocation de parent isolé (API) depuis le 1^{er} janvier 2011 dans les DOM.

(4) Contrats aidés (notamment les contrats uniques d'insertion [CUI]) et contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) dont bénéficient les allocataires du RSA socle et socle majoré.

Note • Les chiffres sont arrondis à la dizaine. Les sommes des données détaillées peuvent donc différer légèrement des totaux. La PCH en établissement ne constitue pas une aide à l'accueil, mais une prestation de compensation particulière dans les situations où les personnes handicapées sont accueillies provisoirement ou à temps partiel en établissement.

Par conséquent, les mesures de PCH en établissement (environ 11 % des droits ouverts à la PCH) ne sont plus présentées parmi les aides en établissement. Par ailleurs, les bénéficiaires de l'ACTP et de la PCH de 60 ans ou plus ne sont plus comptés dans les bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées mais aux personnes handicapées.

Champ • France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), effectifs au 31 décembre de chaque année.

Sources • DREES, enquêtes Aide sociale 2010 à 2014, CNAF, CCMSA, DARES.

cataires de cette aide. Cette prestation, dont le montant varie selon le degré de dépendance de la personne, est attribuée par le conseil départemental, soit directement au bénéficiaire, soit aux établissements sous forme d'une dotation globale à l'établissement.

L'ASH représente 19 % des prestations⁵ d'aide aux personnes âgées résidant en établissement ou chez des particuliers. Parmi les bénéficiaires, 86 % vivent en maison de retraite, au statut ou non d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), et bénéficient d'un entretien complet (hébergement et restauration). Des unités de soins de longue durée accueillent 9 % des bénéficiaires et 5 % séjournent en logement-foyer (EHPAD ou non).

Enfin, une minorité de bénéficiaires (2 150) sont accueillis chez des particuliers, à titre

onéreux et régulier (-4 % par rapport à 2013). Le département verse à ce titre une allocation de placement familial au particulier ou à la famille agréée qui reçoit la personne âgée.

484 000 prestations sont consacrées aux personnes handicapées...

Les prestations d'aide sociale accordées aux personnes handicapées augmentent de 5 % en 2014 et s'établissent à 484 000. L'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), progressivement remplacée par la prestation de compensation du handicap (PCH), n'accueille plus de nouveaux bénéficiaires. Fin 2014, 15 % des aides dispensées aux personnes handicapées en établissement ou à domicile relèvent de l'ACTP, soit près de 3 800 bénéficiaires en moins par rapport

à 2013 (19 000 par rapport à 2010). La PCH représente désormais 52 % des aides aux personnes handicapées (graphique 2) : 252 400 personnes en bénéficient ainsi en 2014 (+10 % en un an), soit 3,5 fois plus de bénéficiaires que ceux de l'ACTP⁶.

Au total, en 2014, deux tiers des aides accordées aux personnes handicapées relèvent de l'une ou l'autre de ces deux prestations.

... dont deux tiers à domicile...

Parmi l'ensemble des aides allouées aux personnes handicapées, les deux tiers concernent l'aide à domicile. Le nombre de leurs bénéficiaires augmente de nouveau en 2014 (+7 %). Cette hausse est principalement due à celle de la PCH, qui représente désormais 76 % des mesures d'aide à domicile. Fin 2014, la PCH et l'ACTP rassemblent 94 % des bénéficiaires d'une aide à domicile. En baisse régulière, l'ACTP est encore attribuée à 59 000 personnes à domicile. Les aides ménagères et les auxiliaires de vie rassemblent deux autres formes d'aide à domicile. Il s'agit soit de l'attribution d'un quota d'heures d'intervention d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie employées par un service habilité, soit du versement d'une allocation représentative de services ménagers effectués par une employée de maison. Ces aides représentent 4 % de l'ensemble des aides sociales départementales accordées aux personnes handicapées.

... et un tiers en établissement ou chez un particulier

Les personnes handicapées qui ne peuvent vivre en milieu ordinaire ont la possibilité de bénéficier d'aides départementales pour une prise en charge en structure médico-sociale, avec ou sans hébergement, ou chez des particuliers. L'attribution de ces aides, qui représentent un tiers de l'ensemble des aides aux personnes handicapées, progresse encore de 2 % en 2014. L'ASH représente 76 % des aides attribuées aux personnes handicapées qui ne résident pas à leur domicile. Elle finance, en partie ou en totalité, l'accueil et l'hébergement en établissement dans trois types de structures sociales ou médico-sociales et en maison de retraite. Les foyers d'hébergement, ou foyers d'accueil polyvalents, sont des établissements sociaux assurant l'hébergement et l'ac-

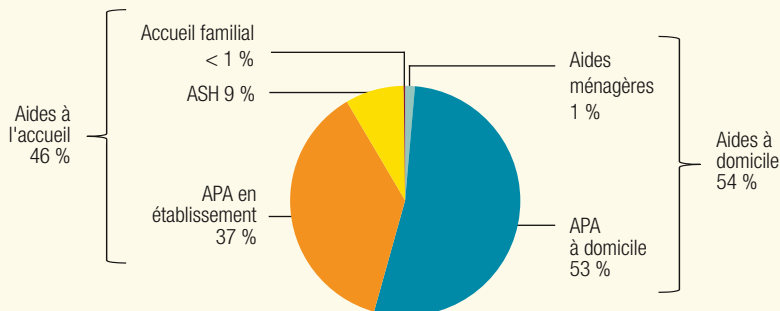
...

5. Une même personne en établissement peut bénéficier à la fois de l'ASH et de l'APA. Selon une enquête réalisée en 2011 par la DREES auprès des conseils départementaux, 77 % des bénéficiaires de l'ASH perçoivent aussi l'APA.

6. Par souci de lisibilité des politiques départementales, les bénéficiaires de l'ACTP et de la PCH de moins de 60 ans ne sont plus distingués de ceux de 60 ans ou plus dans les chiffres publiés.

GRAPHIQUE 1

Répartition des aides sociales aux personnes âgées



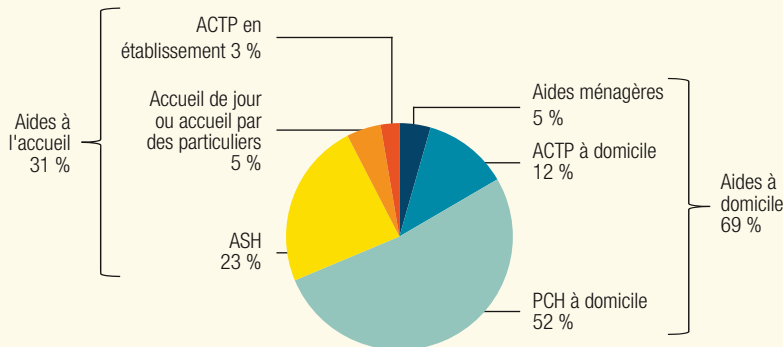
APA : allocation personnalisée d'autonomie ; ASH : aide sociale à l'hébergement.

Champ • France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), effectifs au 31 décembre 2014.

Sources • DREES, enquête Aide sociale 2014.

GRAPHIQUE 2

Répartition des aides sociales aux personnes handicapées



ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne ; PCH : prestation de compensation du handicap ; ASH : aide sociale à l'hébergement.

Champ • France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), effectifs au 31 décembre 2014.

Sources • DREES, enquête Aide sociale 2014.

7. Hors placements directs par le juge.

compagnement médico-social des travailleurs handicapés qui exercent une activité pendant la journée en établissement et service d'aide par le travail (ESAT), en entreprise adaptée ou en milieu ordinaire. Les foyers occupationnels, dits « foyers de vie », sont des établissements médico-sociaux qui accueillent pendant la journée ou hébergent des personnes qui ne sont pas en mesure de travailler mais qui disposent d'une certaine autonomie physique ou intellectuelle. Enfin, les foyers d'accueil médicalisés reçoivent des personnes lourdement handicapées, inaptes à toute activité professionnelle, et qui nécessitent l'assistance d'un tiers pour les actes de la vie quotidienne ainsi qu'une surveillance médicale. Parmi les bénéficiaires de l'ASH, 33 % sont ainsi accueillis en foyer d'hébergement ou en foyer d'accueil polyvalent, 36 % en foyer occupationnel, 19 % en foyer d'accueil médicalisé, et enfin 12 % en maison de retraite ou en unité de soins de longue durée.

Les solutions alternatives à l'hébergement en établissement, telles que l'accueil de jour ou le placement familial, concernent une minorité de bénéficiaires et représentent 5 % de l'ensemble des aides accordées aux personnes handicapées.

324 000 mesures d'aide sociale à l'enfance, dont la moitié de placements

Le nombre de mesures d'aide sociale à l'enfance (ASE) augmente légèrement (324 000 mesures en 2014), au même rythme que la population des jeunes de moins de 21 ans. Avec 307 000 décisions⁷ fin 2014, le taux de couverture s'élève à 19 mesures pour 1 000 jeunes de moins de 21 ans (encadré 2). Les enfants suivis dans le cadre d'actions éducatives à domicile ou en milieu ouvert sont aussi nombreux que ceux bénéficiant d'un placement pris en charge par l'ASE (graphique 3). Le taux de croissance entre 2010 et 2014 des actions éducatives est légèrement supérieur (de un point) à celui des mesures de placement. Fin 2014, les 162 000 enfants accueillis au titre de l'ASE sont, pour 90 % d'entre eux, spécifiquement confiés à l'ASE à la suite de mesures de placement, administratives ou judiciaires. Les autres enfants sont placés directement par le juge, l'ASE assurant uniquement le financement du placement.

Le nombre de ces enfants placés directement par le juge diminue de 2 % par rapport à 2013, confortant ainsi la tendance observée au cours des années précédentes (tableau 2).

Trois quarts des mesures sont d'ordre judiciaire

La part des enfants confiés à l'ASE au titre d'une mesure judiciaire reste dominante (76 %). Il s'agit essen-

ENCADRÉ 2 L'aide sociale à l'enfance

L'aide sociale à l'enfance (ASE) est placée sous l'autorité des présidents des conseils départementaux. Les dispositions régissant le service de l'aide sociale à l'enfance figurent aux articles L 221-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles. Les prestations sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

Les actions éducatives

L'action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil départemental à la demande des parents ou en accord avec eux.

Les actions éducatives à domicile sont ainsi exercées en milieu familial ; elles ont pour but :

- d'apporter un soutien éducatif et psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de 21 ans ;
- d'éviter le placement hors du milieu familial, de préparer un placement ou, à l'issue de celui-ci, de préparer le retour dans la famille.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire (décision du juge des enfants), poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à cette dernière, elle est contraignante à l'égard des familles.

Les mesures de placement (enfants accueillis à l'ASE)

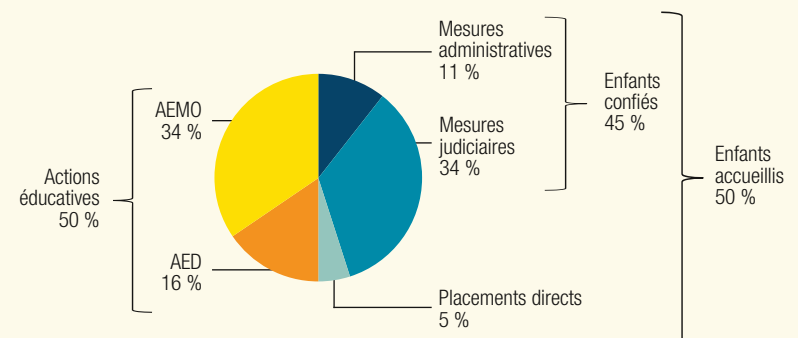
Les mesures de placement à l'ASE sont de trois types :

- les mesures administratives sont décidées par le président du conseil départemental sur demande ou en accord avec la famille (ou du jeune majeur concerné). Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et des pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants. L'enfant est alors confié au service de l'ASE, qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE, et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- les placements directs comprennent le placement par un juge auprès d'un établissement ou auprès d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement. Dans le cas d'un placement direct, le service d'aide sociale à l'enfance n'est que le payeur de la mesure.

Les aides financières

Les départements versent ces aides sous forme d'allocations mensuelles ou de secours. Ces allocations ne sont pas incluses dans les résultats présentés ici, le nombre de leurs bénéficiaires étant difficile à déterminer.

GRAPHIQUE 3 Répartition des aides sociales à l'enfance : actions éducatives et placements



AED : action éducative à domicile ; AEMO : action éducative en milieu ouvert.

Champ • France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), situation au 31 décembre 2014.

Sources • DREES - enquête Aide sociale 2014.

TABLEAU 2

Les enfants accueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance (ASE)

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	Évolution en %	
						2010-2014	2013-2014
Enfants confiés à l'ASE	133 500	136 740	139 530	143 070	145 660	9	2
<i>Mesures administratives dont :</i>							
pupilles	34 990	35 100	34 450	34 960	34 220	-2	-2
accueil provisoire de mineurs	2 220	2 150	2 130	2 270	2 390	8	5
accueil provisoire de jeunes majeurs	14 740	14 890	14 260	14 230	13 540	-8	-5
18 030	18 060	18 060	18 450	18 290		1	-1
<i>Mesures judiciaires (1) dont :</i>							
délégation de l'autorité parentale à l'ASE	98 510	101 640	105 070	108 110	111 440	13	3
tutelle	3 550	3 460	3 380	3 160	3 330	-6	5
placement à l'ASE par le juge	3 410	3 580	3 940	4 210	4 580	34	9
91 550	94 600	97 760	100 740	103 530		13	3
Placements directs par un juge (2)	18 050	17 330	16 610	16 530	16 200	-10	-2
Total des enfants accueillis au titre de l'ASE	151 550	154 060	156 140	159 590	161 860	7	1

(1) Y compris retraits partiels de l'autorité parentale.

(2) Mesures pour lesquelles les services de l'ASE sont uniquement financeurs.

(p) Données provisoires.

Note • Les chiffres sont arrondis à la dizaine. Les sommes des données détaillées peuvent donc différer légèrement des totaux.

Champ • France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), effectifs au 31 décembre de chaque année.

Sources • DREES, enquêtes Aide sociale 2010 à 2014.

tiellement des placements par le juge, les délégations de l'autorité parentale et les mesures de tutelle étant relativement marginales. Les accueils provisoires de mineurs ou de jeunes majeurs, qui correspondent à des placements à la demande ou en accord avec les parents, représentent la partie la plus importante des mesures administratives (93 %).

Les enfants spécifiquement confiés à l'ASE ont 12 ans en moyenne. La moitié d'entre eux (52 %) sont des préadolescents et adolescents âgés de 11 à 17 ans, 14 % ont moins de 6 ans et 13 % sont majeurs. Les garçons sont plus nombreux (57 %) que les filles. Au 31 décembre 2014, plus de la moitié de ces enfants (75 000) sont hébergés en famille d'accueil et 38 % (55 000) en établissement relevant de l'ASE.

Les plus jeunes sont davantage confiés à des familles d'accueil qu'à des établissements (respectivement 67 % et 27 % des moins de 11 ans placés à l'ASE). Les plus âgés le sont un peu plus dans les établissements* (44 % des 11 ans ou plus placés à l'ASE). Il existe d'autres modes d'hébergement pour 11 % des jeunes pris en charge. Il peut s'agir d'adolescents ou jeunes majeurs autonomes logés en appartement indépendant avec des visites régulières d'instructeurs (68 % ont 18 ans ou plus), ou accueillis en internats scolaires, placés auprès d'un tiers digne de confiance, dans des villages d'enfants ou même parfois « placés » auprès de leur propre famille (28 % de ces jeunes sont âgés de 11 à 15 ans et 41 % ont plus de 16 ans).

Près de sept actions éducatives sur dix le sont en milieu ouvert

En 2014, 162 000 actions éducatives ont été mises en œuvre. Leur nombre, qui augmente régulièrement depuis plusieurs années, ralentit depuis 2012. Ces actions se répartissent encore entre un tiers d'actions éducatives à domicile (AED) et deux tiers d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO).

Alors que le recours aux AED augmentait nettement plus que celui des AEMO entre 2006 et 2009, cet écart est beaucoup moins marqué depuis. Le taux de croissance des AED reste légèrement plus élevé entre 2010 et 2014 : +10 % contre +8 % pour les AEMO.

8. Les calculs de la répartition par tranche d'âges selon le mode de placement dominant sont effectués sur la base de 78 départements ayant renseigné ce champ de l'enquête, ce qui correspond à 73 % des enfants confiés en France (hors Mayotte).

POUR EN SAVOIR PLUS

- Lelièvre M., Reduron V. et Van Wassenhove T., 2014, « Les allocataires du RSA fin juin 2014 », DREES, *Études et Résultats*, n° 908, mars.
- Borderies F., Trespeux F., 2015, « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2013 », DREES, *Document de travail*, Série Statistiques, n° 196, juin.

LA DREES SUR INTERNET

Retrouvez toutes nos publications sur notre site

www.drees.sante.gouv.fr

Retrouvez toutes nos données sur

www.data.drees.sante.gouv.fr

Pour recevoir les avis de parution

www.drees.sante.gouv.fr/les-avis-de-parution,2052.html

Directeur de la publication : Franck von Lennep

Responsable d'édition : Carmela Riposa

Secrétaires de rédaction : Sabine Boulanger et Laurence Grivet

Composition et mise en pages : T. B.

Conception graphique : Julie Hiet et Philippe Brulin

Imprimeur : Imprimerie centrale de Lens

Pour toute information : drees-infos@sante.gouv.fr

Reproduction autorisée sous réserve de la mention des sources •

ISSN papier 1292-6876 • ISSN électronique 1146-9129 • AIP 0001384